

tendance de la FSU, pour un syndicalisme de masse, de lutte, unitaire, pluraliste et démocratique

Université : la marche des obstinés !

Seize semaines de grève au compteur des universitaires en lutte, seize semaines de combat déloyal entre pot de terre et pot de fer... et aujourd'hui un mouvement qui connaît une période de stabilisation. Que s'est-il passé pendant ces 16 semaines et dans quel état se retrouvent les universités françaises aujourd'hui ?

Au départ insuffisamment mobilisées (pendant le passage en force de la Loi d'« autonomisation » des universités), les universitaires ont compris (notamment avec le projet de réforme de la formation des enseignants) qu'au-delà du bouleversement de leurs statuts, c'était l'Education dans son entier qui était atteinte. Entre temps, depuis le LMD, les universités se sont épuisées à lutter contre chacune des réformes successivement imposées (LMD, LOLF, LRU, Masterisation, Statuts, Contrat doctoral, mobilité des personnels et licenciement, Suppression de postes, démantèlement des grands organismes de recherche, prêts d'état aux étudiants...).

Alors, pourquoi 16 semaines de grève cette année ? Au plus fort du mouvement, 76 universités sur 84 sont mobilisées. Tout au long de ces 16 semaines, le mouvement a patiemment mené son travail d'information en direction des collègues, des étudiants, des autres secteurs de l'éducation et de l'opinion publique. Le mouvement dépasse mai 68 en durée car la profondeur de l'attaque est sans commune mesure.

On peut s'étonner alors de la perte progressive des mobilisés. La fatigue accumulée après cinq années de bouleversements universitaires et l'échec de jonction avec les autres secteurs de l'éducation et du privé ont certainement joué.

Alors, qu'advient-il du mouvement ? Le gouvernement a-t-il réussi à faire plier l'Université ? Le gouvernement a gagné une bataille... toute provisoire. Mais qu'il ne s'y trompe pas, ils ont cédé non pas au gouvernement mais à leurs âme et conscience qui les ont poussés à ne pas sacrifier les étudiants mobilisés, ces alliés si précieux dans la lutte. Le mouvement a, lui, gagné une tout autre bataille : la prise de conscience du travail néo-libéral d'implantation de l'« économie des savoirs » et de l'urgence d'y faire front.

Aujourd'hui, le mouvement se met en veille. A la rentrée, il prendra d'autres formes, notamment le refus des heures complémentaires et les démissions collectives des responsabilités administratives qui excèdent largement les missions imparties aux universitaires. L'enjeu sera par ailleurs de continuer à informer l'opinion publique, à travailler à l'unité de bataille avec les 1^{er} et 2nd degrés et enfin attendre la jonction des luttes public-privé. Plus que jamais, le mouvement continue ; la marche des obstinés en est son symbole !

Heidi CHARVIN, Université de Rouen.

Le 13 juin, et après ?

A l'approche de la fin de l'année, c'est l'heure des bilans : pour beaucoup de salariés, du public comme du privé, il est amer.

Les ouvriers de l'automobile, malgré toute leur combativité, ont subi les uns après les autres les plans sociaux entraînant la fermeture des entreprises et des milliers de licenciements ; les enseignants chercheurs et les étudiants, au bout de 16 semaines de lutte, ont repris les cours en ordre dispersé sans avoir obtenu satisfaction ; les salariés de la santé se retrouvent bien seuls pour s'opposer à la privatisation rampante de l'hôpital public.

Alors, à qui la faute ?

A Sarkozy, bien sûr, qui, en fidèle allié du Medef veut faire payer la crise du libéralisme aux salariés...mais pas seulement.

Rappelons-nous : le 29 janvier, des millions de salariés en grève et dans la rue, et les confédérations qui appellent à poursuivre le mouvement...un mois et demi plus tard ! Et puis, plus rien ou presque : un 1^{er} mai « historique » mais sans grève, un 26 mai avec des appels à l'action décentralisés dont on connaît le triste résultat (1500 personnes à Rouen, 500 au Havre !)

A aucun moment les confédérations n'ont voulu mener l'offensive contre Sarkozy, à croire qu'elles n'ont eu comme stratégie que de contenir la colère ouvrière !

Dans l'éducation, la FSU n'a pas voulu appeler à poursuivre le mouvement au lendemain de la grève ultra majoritaire et cela malgré la détermination des collègues exprimée en AG, et la grève des lycéens qui, au bout du compte, a fait céder Darcos sur la réforme du lycée. Pire ! La fédération majoritaire parmi les personnels de l'éducation nationale n'a rien fait pour soutenir les collègues du Supérieur qui s'opposent à la contre réforme de la formation des enseignants dont l'objectif est la casse de nos statuts, et la précarisation des personnels.

Ce n'est pourtant pas le moment de baisser les bras car la lutte reste nécessaire. Ce n'est pas chacun dans son coin ou en faisant grève tous les deux mois qu'on fera céder ce gouvernement.

Même si le 13 juin n'est pas à la hauteur des enjeux, il est important que le mécontentement continue de s'exprimer dans la rue, tous ensemble : les manifestations doivent être massives afin de préparer la rentrée où les directions syndicales devront enfin prendre leurs responsabilités et organiser la lutte pour gagner.

Alain PONVERT, Collège Joliot Curie, Le Havre.

Elections internes au Snes : Progression de l'Ecole émancipée !

Les syndiqués du Snes ont voté pour définir l'orientation du syndicat : ils ont renouvelé leur confiance à l'EE qui représente aujourd'hui près d'un quart des syndiqués de l'académie (24,7%) ; l'EE gagne donc un siège supplémentaire à la CA, les élus y porteront des positions combatives résolument opposées aux contre réformes en cours.

**POUR NOUS
CONTACTER**

76 : LE HAVRE : veronique.ponvert@orange.fr

ROUEN : annedesj@orange.fr

27 : BERNAY : pascal.didtsch@wanadoo.fr

PT AUDEMER : pascal.adams@wanadoo.fr

EVREUX : jp.pallois@voila.fr

LOUVIERS : philippe.thouement@wanadoo.fr

Le collectif du 9 avril ne lâche pas

Belle réussite que cette première manifestation organisée par le collectif dans les rues de Bernay, samedi 16 mai. Plus de 30 écoles représentées, un cortège de plusieurs centaines de personnes, dynamiques, enthousiastes, déterminées, parents, enseignants du primaire, élus, membres de la FCPE, DDEN...

Un goûter discussion a clôturé cette action, permettant à tous de s'informer : 8000 postes de crèches dès la rentrée, EVS mises au chômage, postes de RASED supprimés, suppression des IUFM accélérée par des décrets, nouvelles évaluations CE1 catastrophiques. Cependant les mauvais résultats seront utilisés : dans 3 ans, juste avant les élections présidentielles, d'autres évaluations seront proposées, plus adaptées, plus faciles, et le ministère pourra en conclure que la mise en place des réformes Darcos aura conduit à un meilleur niveau.

Le boycott de l'aide personnalisée se met en place, selon des modalités variées et innovantes. Les enseignants du collectif essaient de résister en privilégiant des actions collectives, décidées en concertation. Un modèle de lettre d'"objecteur de réformes" est visible sur le site : <http://collectif-du-9-avril.over-blog.com>. Dans cette lettre, ils refusent de mettre en place réglementairement l'aide personnalisée, de faire remonter les résultats des évaluations, d'organiser les stages de remise à niveau pendant les vacances.

Les occupations "surprise" continuent dans les écoles, montrant que le collectif ne lâche pas. Il vous donne rendez-vous à Rouen, sous la banderole du collectif du 9 avril, à la manifestation du samedi 13 juin. Pour tout contact : 02 32 44 20 19

Christine STEENSTRUP, Canton de Beaumesnil.

C'est la crise à Courbet !

L'année scolaire a commencé à Courbet avec un changement de direction presque total si l'on excepte la principale adjointe. Le 1^{er} trimestre a donc été une phase d'adaptation et l'on a fait l'impasse sur quelques problèmes de communication avec notre nouvelle principale, estimant que chacun devait apprendre à connaître l'autre.

Cependant, ces problèmes ont persisté : absences fréquentes de la principale, refus de serrer la main aux enseignants, refus de laisser son carnet de rendez-vous à sa secrétaire, refus de gérer les problèmes avec les élèves difficiles, refus de mettre en place les commissions vie scolaire... Le climat s'est donc vite dégradé, tant auprès des élèves que des personnels. Sans véritables sanctions, nombre d'enseignants ont connu des problèmes au sein de leur classe et la vie scolaire a souvent été débordée.

A cela, un conflit est venu se greffer au moment de la répartition de la DHG. La principale, après nous avoir présenté plusieurs répartitions qui avaient quelques défauts mais dont le mérite était de ne supprimer aucun poste, a pris la mouche face à nos objections et a finalement présenté en commission permanente une répartition qui supprimait un poste de technologie! De plus, elle n'a pas joint les différentes motions que nous avions présentées lors du CA! Il faut préciser que nous avons choisi de soumettre au vote une de ses répartitions antérieures et que c'est celle-ci qui a été votée par une grande majorité des élus!

A partir de ce moment, tout s'est enchaîné : lettre des enseignants à l'inspection académique, lettre des parents à la même inspection académique, rencontre des parents avec le député-maire de Gonfreville, début de contestation des élèves contre le « licenciement » d'un professeur de technologie, puis contre la principale. Ce mouvement des collégiens a atteint son apogée par un blocage du collège le 12 mai, blocage qui a décidé l'inspecteur académique en poste au Havre à venir par deux fois nous rencontrer ainsi que les parents, avant et après le blocus!!! Deux articles sont parus la même semaine dans les journaux, critiquant ouvertement la principale.

Cette dernière s'est mise en arrêt le 7 mai et n'est pas revenue depuis... Depuis, c'est son adjointe qui fait office de principale, jusqu'à la fin de l'année semble-t-il, voire l'an prochain.

Désormais la pression retombe, le dialogue se renoue entre tous

les acteurs du collège et chacun fait en sorte que l'année se termine comme elle aurait dû toujours se dérouler, dans le calme.

Nolwenn PONTOIZEAU, Collège G. Courbet, Gonfreville l'Orcher.

L'été de tous les dangers !

Pour certains de nos élèves, l'arrivée des mois de vacances d'été n'est pas une perspective joyeuse mais signifie des angoisses supplémentaires. Fin juin, les jeunes majeurs scolarisés sans papiers vont se retrouver isolés dans leurs foyers, en attente de passage devant l'OFPRA (Office français de Protection des Réfugiés et Apatrides) ou la CNDA (Commission Nationale du Droit d'Asile ex Commission de Recours). D'autres attendent que leur dossier soit traité par la Préfecture, voire un passage devant le Tribunal Administratif. Mais, dans tous les cas, quelle que soit leur situation administrative, leur peur est, après un passage en Centre de Rétention Administrative, d'être renvoyé dans leur pays qu'ils ont toujours quitté dans des conditions dramatiques.

Alors, il importe de ne pas les oublier et de les épauler par une solidarité active et organisée. Il faut les repérer dans les classes, leur proposer notre aide et celle du RESF. Aucune mansuétude à attendre du ministre Besson qui poursuit sans état d'âme les expulsions dans la continuité de son prédécesseur qui avait déjà établi un triste record en 2008.

Le parrainage républicain de jeunes majeurs au Conseil Régional le 13 juin prochain montre que la solidarité est toujours présente malgré les intimidations gouvernementales. Elle ne doit pas se relâcher et se poursuivre pendant l'été.

Jean-Pierre PALLOIS, Lycée Modeste Leroy, Evreux.

Evaluation 5^{ème} : que cherche-t-on à évaluer ?

Dans la semaine du 10 au 17 mai, les collègues des établissements ambition réussite du département, ont vu arriver dans leur casier des évaluations à faire passer aux élèves de 5^{ème} dans le cadre d'une énième expérimentation.

A première vue, les objectifs visés y sont divers et pour le moins déroutants. En Histoire Géographie, l'élève doit restituer des connaissances et argumenter sur la puissance de la Chine (ce qui est plus qu'ambitieux quand on connaît l'inertie galopante de nos collégiens en matière d'apprentissage des leçons!). En mathématiques, la lecture du sujet est d'un abord difficile et l'élève est évalué sur seulement 20% du programme. Somme toute, rien de très cohérent dans l'ensemble ni de très adapté au public en question.

Certes, au-delà de ces questions de conformité avec la réalité du terrain, l'approche en soi est intéressante et il n'est pas question d'ailleurs de remettre en cause le travail des collègues qui ont participé à son élaboration, mais pourquoi l'imposer à tous sous cette forme. Pour mesurer quoi ?

Si la volonté affichée par le Rectorat est de dresser un bilan du niveau des élèves en RAR, n'était-il pas plus simple de s'adresser directement aux observateurs *privilegiés* que nous sommes ? Nous aurions répondu que la situation est critique et cela aurait évité de gâcher du papier et bien des énergies !

A moins qu'il ne s'agisse d'évaluer le travail des établissements dans la logique libérale des contrats d'objectifs ou plus précisément celui des professeurs du RAR ...

On ne peut s'empêcher de penser que derrière cette attitude de façade se profilent d'autres projets, plus libéraux, et que tout cela s'inscrit dans la droite ligne des livrets de compétences comme en témoignent le mode de correction (des cases à cocher!). Auquel cas, c'est bien notre liberté pédagogique qui est à nouveau attaquée. Rappelons à ce titre que nous sommes libres de créer nos propres évaluations et que par conséquent nul ne peut nous obliger à faire passer ces nouvelles épreuves.

Brice NOVEL, Collège Descartes, Le Havre.